

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Cosyga : l'ombre d'une menace de grève et le refus de la vaccination obligatoire

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

REVENANT sur la situation créée par l'adoption au Parlement du Code du travail et sur celle liée à l'accord-cadre signé entre le ministère de la Santé et la Confédération patronale gabonaise (CPG) au sujet de la vaccination en entreprise, les membres de la Confédération syndicale gabonaise (Cosyga) ont organisé hier, mardi 20 juillet, dans un hôtel de Libreville, un point-presse.

Il s'agissait pour le rapporteur des signataires, Aude Lætitia Mapenda, de réagir au projet de loi adopté par le Parlement à la veille de la clôture de la dernière session ordinaire. Pour elle, "quoi qu'il en soit, nous réaffirmons, ici

et maintenant, que les travailleurs ne céderont pas. Nous mènerons toutes les actions légales nécessaires, y compris la grève générale, pour la préservation de nos droits inaliénables garanties par la Constitution de la République gabonaise". Par ailleurs, s'appuyant sur l'engagement signé entre la CPG et le gouvernement à propos de la vaccination contre le Covid-19, l'oratrice a précisé que "dans cette suite et selon les indiscrétions, un projet de loi du gouvernement serait en attente de transmission au Parlement en vue de légiférer, courant septembre, sur le vaccin Covid-19 obligatoire dans le secteur privé. Comment comprendre que les opérateurs économiques rendent obligatoire ce que le chef de l'État a déclaré non obligatoire ?



Les membres de la Cosyga durant le point-presse d'hier à Libreville.

Comment comprendre que le gouvernement soit coresponsable des dérives actuelles des opérateurs privés membres de la CPG? ", s'est indignée Mme Mapenda.

CRG: " le processus électoral reprendra très prochainement "

Photo: Abel Eyegheh/ L'Union



Me Bhongo Mavougou, l'avocat de la Croix-Rouge gabonaise.

A.E.E
Libreville/Gabon

LORS de la conférence de presse animée lundi dernier à son étude sise dans la commune d'Akanda, l'avocat de la Croix-Rouge gabonaise (CRG), Me Aimery Bhongo Mavougou, a annoncé la reprise très prochaine du processus électoral de cette association, suspendu par le Conseil d'État, à la suite de l'imbroglio qui y

régnait. Il a par ailleurs tenu à rassurer que le calme et la sérénité sont de retour, après la décision qui a été rendue par cette haute juridiction administrative. " Le processus électoral a été suspendu et il reprendra très prochainement, le temps de régler certains petits détails et de mobiliser les fonds qu'il faut pour pouvoir l'organiser. Vous savez que cela nécessite beaucoup de moyens, car il faut faire venir les délégations des provinces", a-t-il souligné.

Samu social: plus de 800 000 personnes prises en charge en 4 ans

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

QUATRE ans aujourd'hui que le Samu social s'est installé au Gabon. Cette structure dont la mission est d'apporter des soins de qualité aux personnes en situation de précarité a soufflé sa quatrième bougie vendredi dernier à Libreville, à l'auditorium de l'immeuble Arambo. Occasion pour son coordonnateur, Dr Wenceslas Yaba, de dresser le bilan des activités de cette entité sociale de proximité. En effet, depuis son lancement le 3 juillet 2017 à ce jour, les équipes du Dr Yaba ont pris en charge gratuitement 851 894 personnes sur l'ensemble du territoire national dans plusieurs spécialités notamment en ophtalmologie, gynécologie, médecine dentaire, médecine générale, pédiatrie et chirurgie. Les campagnes médicales initiées par les équipes du Dr Yaba se déroulent aussi bien dans les grandes villes que dans



Photo: DR

Photo de famille avant le gâteau d'anniversaire.

les villages des 9 provinces du pays. Avec des représentations dans les capitales provinciales, le Samu Social a initié des caravanes de proximité qui ont révélé que plus de 706 697 personnes sont non assurées et démunies. C'est du moins ce qu'a révélé le coordonnateur dans son bilan. Très engagé dans la prise en charge médicale et humanitaire gratuite des populations défavorisées, le Samu social gabonais a, au fil des années, élargi son offre de soins. Pour ce faire, il s'est récemment

doté d'une radiologie portable, d'une ambulance TRM 2000. L'équipe du Samu social gabonais ne compte pas s'arrêter en si bon chemin, malgré les difficultés rencontrées durant ces quatre années d'existence. Elle entend réaliser plusieurs autres projets au bénéfice des personnes démunies. Et pour cela, le responsable du Samu social gabonais invite ses partenaires à une réelle implication dans cette noble mission au profit des populations.